



ASIE/PHILIPPINES - Selon un missionnaire, « l'accord entre le gouvernement et les rebelles est décisif pour l'avenir de Mindanao »

Zamboanga (Agence Fides) – L'accord de paix intervenu entre le gouvernement des Philippines et le Moro Islamic Liberation Front (MILF) « sera décisif pour l'avenir de Mindanao et pour le développement de ses populations chrétiennes, musulmanes et lumads (indigènes) ». C'est ce que déclare à l'Agence Fides le Père Sebastiano D'ambra, PIME, depuis 40 ans dans l'île de Mindanao et fondateur du mouvement islamo-chrétien Silsilah, au lendemain de l'entente annoncée par les parties. « Le Président Aquino – poursuit le missionnaire – a fortement désiré un accord de paix mais les deux parties ont fait preuve de bonne volonté. Le point principal est celui du domaine ancestral qui détermine les terres et les ressources naturelles assignées aux groupes musulmans locaux ». Toutefois, note le Père d'Ambra, « il existe encore des factions islamiques qui n'acceptent pas l'accord et entendent combattre ». « Reste donc fondamentale l'œuvre de dialogue et de construction de bonnes relations entre chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines ».

Au cours de ces derniers jours, le gouvernement et les rebelles du MILF sont parvenus à un accord à propos du conflit qui affecte le sud de l'archipel depuis plus de 40 ans. Le texte, stipulé au cours de la 32ème session des colloques s'étant tenue à Kuala Lumpur du 2 au 7 octobre, a été qualifié de « pierre milliaire pour le pays » et sera ratifié officiellement par les parties le 15 octobre. Dans un communiqué conjoint diffusé au terme des colloques, parvenu à Fides, les parties affirment que l'entente servira comme « architrave globale du processus de paix » et « jette les bases d'une paix juste et durable à Mindanao », la grande île du sud des Philippines.

L'accord, qui sera soumis à un référendum, prévoit la création, d'ici 2016, d'une région musulmane semi autonome dans une zone de Mindanao, où vivent environ 6 millions de philippins musulmans. Le gouvernement conservera le contrôle de la Défense et de la sécurité ainsi que la gestion de la politique étrangère et économique. Les parties institueront un Comité provisoire afin de gérer la phase de transition, Comité qui devra superviser cinq provinces, trois villes et six communes qui feront partie de la région autonome. Les communes pourraient voir leur nombre augmenter suite aux élections locales prévues en 2013.

Le résultat est un succès pour la présidence de Benigno Aquino jr qui avait promis, dans son programme, un accord de paix qui, ainsi que le remarque le communiqué conjoint, « garantit d'un côté les droits, la dignité et la prospérité du peuple Bangsamoros » (ainsi que se définissent les musulmans philippins NDR) et dans le même temps « respecte la souveraineté et la Constitution des Philippines ». (PA) (Agence Fides 08/10/2012)